

AU CŒUR DU G20 : UNE NOUVELLE DYNAMIQUE POUR LE PROGRES ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Déclaration du groupe de la CFTC

Pour le groupe de la CFTC, un constat s'impose de plus en plus : la crise de 2008 et les récents épisodes de cet été qui font trembler les États rendent plus évidente encore la faillite d'un libéralisme non régulé où la seule règle est la loi du plus fort et avec des autorités plus ou moins occultes ; de même la chute du mur de Berlin a consacré la fin de l'illusion d'une économie d'État efficace.

Le système non piloté a conduit les États et les gouvernements à démissionner, au moins pour l'essentiel, de leurs responsabilités dans les domaines économiques et financiers. C'est ainsi que nous voyons des pays, voire des ensembles de pays comme l'Europe, à la merci d'officines, les agences de notation, dont la légitimité est aussi faible que leur opacité est importante. Une simple rumeur, savamment orchestrée par ceux qui en tirent un énorme profit, peut conduire à la ruine des entreprises ou nations. Le social, c'est-à-dire la vie des femmes et des hommes, se trouve ainsi conditionné par les décisions ou caprices des marchés financiers qui ne sont eux-mêmes pas pilotés ou seulement au profit de quelques-uns. Devant une telle situation, analysée plus finement dans des travaux de notre assemblée, le monde politique doit réagir au-delà de ce qui a été fait depuis 2008, ne serait-ce que pour écarter les risques d'une nouvelle crise majeure, qui pourrait être fatale.

Les conditions de la concurrence économique qui permettent à des entreprises de pays en développement de traiter leurs salariés comme des esclaves pour produire toujours plus et de moins en moins cher, aboutit à la désindustrialisation accélérée des pays les plus développés sans permettre à l'immense majorité de la population des pays en développement d'accéder à un niveau de vie décent.

Il y a donc urgence à agir et l'avis qui nous est aujourd'hui proposé offre des pistes de solutions réalistes. Mais leur mise en œuvre nécessitera une combativité dans la durée.

Parmi celles-ci, le renforcement du rôle de l'OIT au même niveau que celui de l'OMC, du FMI ou de la Banque mondiale serait une façon de rééquilibrer le poids du social par rapport à l'économique.

Élaborer un socle social et des normes environnementales minimum opposables aux pays producteurs, avancer sur la traçabilité sociale comme le promeut la CFTC (à travers un projet permettant de vérifier que le producteur respecte les normes OIT) amélioreraient la vie de milliards d'êtres humains en évitant le protectionnisme.

L'urgence consiste aussi à œuvrer à une meilleure gouvernance économique et à une régulation financière d'une moindre opacité.

Mais si ce constat semblait partagé en 2008 par les pays du G20 pour éviter de graves crises récurrentes, force est de constater aujourd'hui qu'il existe autant de fonds spéculatifs qu'en 2007 et que le bilan des banques n'a pas été purgé.

Si le principe annoncé de taxation des transactions financières à l'échelle mondiale est séduisant, le temps est venu de définir les modalités pratiques de sa mise en œuvre.

Les propositions en matière d'alimentation et d'agriculture rencontrent notre total soutien.

La CFTC ne rêve pas que le G20 règle en une seule réunion ces problèmes mais elle attend que la France, au travers de son Président, influence les travaux en ce sens.

Notre groupe souhaite aussi que s'élabore avec tous les pays qui le souhaiteront des chartes de bonne conduite et des clauses de réciprocité.

Pour en soutenir les propositions, le groupe de la CFTC a voté l'avis.